

COVID-19 ET ACCÈS À L'EAU

QUI S'EN LAVE LES MAINS ?



Août 2020

Isabelle Franck et Céline Masfrand

Le Covid-19 agit comme un révélateur¹ qui se répand sur la planète et met en lumière les points sensibles de notre système, les défis auxquels l'humanité est confrontée. L'un d'entre eux est l'accès à l'eau, si importante, avec le savon, pour ralentir la propagation du virus. Chez nous, tout semble facile : on ouvre le robinet et l'eau, propre, coule en abondance. Pourtant, le pays de la drache n'est pas épargné par la menace de « stress hydrique », en particulier en région flamande. Ailleurs dans le monde, la situation est déjà critique, que ce soit à cause du réchauffement climatique ou des activités industrielles qui privent les populations d'une eau suffisamment propre. Si la quantité d'eau est stable sur la planète, sa répartition et son usage rendent son accès difficile pour une partie de la population. Une situation encore plus difficile en temps de pandémie.

L'accès à l'eau, ressource essentielle, conditionne la viabilité d'un territoire : elle est indispensable pour l'hydratation humaine, pour l'hygiène – surtout en ces temps de pandémie où le lavage fréquent des mains au savon est un « incontournable » - et pour l'agriculture. À quantité constante sur la planète, deux facteurs principaux peuvent en rendre l'accès difficile : les conditions climatiques, en plein bouleversement, et les activités et usages industriels. D'un côté comme de l'autre, **il est question de l'activité humaine et des droits fondamentaux des populations.**

« Y a plus d'saisons ! »

Si l'eau ne manque pas - encore - en Belgique, notre réputation de pays de la pluie pourrait bien devenir surfaite. **Les épisodes de sécheresse se multiplient ces dernières années dans nos régions.** Le printemps 2020 a été particulièrement sec. Si cela a fait l'affaire de la plupart d'entre



nous, rendant le confinement moins pénible, il n'en est pas de même pour **les agriculteurs** qui **ont craint pour leurs récoltes**. Depuis le 1^{er} janvier 2017, **le déficit de pluies en Belgique est équivalent à six mois normaux de précipitations**, selon le météorologue David Dehenauw, de l'Institut royal météorologique². « C'est comme si nous avions eu six mois où il n'avait pas plu du tout, sur ces trois ans et demi », explique-t-il.

Ce n'est donc pas parce qu'il pleut trop à notre goût en Belgique que nous sommes à l'abri de la pénurie. En matière d'eau, le nord et le sud du pays n'ont pas le même profil : la Flandre s'approvisionne surtout dans les eaux de surface, tandis que la Wallonie puise 80% de son eau dans les nappes phréatiques. Après l'été 2019, celles-ci avaient atteint leur niveau le plus bas depuis 10 ans. Un automne et un hiver 2019-2020 suffisamment pluvieux les ont heureusement

¹ Produit chimique utilisé en photographie argentique, qui « révèle » l'image sur le papier photo exposé.

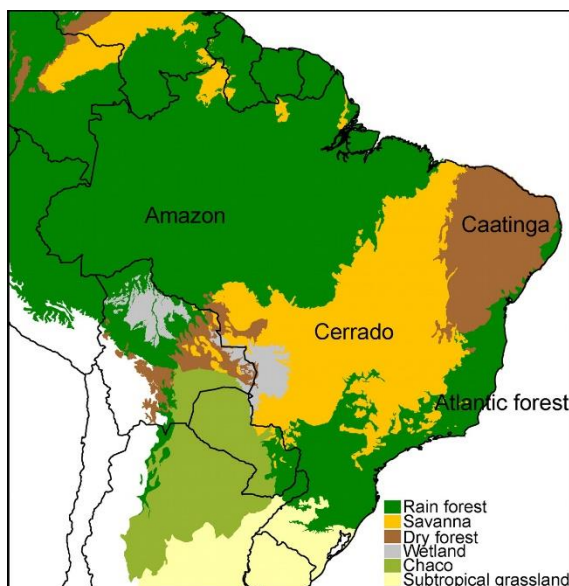
² https://www.rtb.be/info/belgique/detail_secheresse-en-belgique-le-deficit-de-pluie-equivaut-a-six-mois-normaux-de-precipitations?id=10547645

rechargées³. Cela n'est pas le cas en Flandre, où les pluies hivernales n'ont pas compensé la sécheresse de 2019 : en mai, les niveaux des eaux souterraines dans 64% des sites étaient de bas à très bas pour la période de l'année⁴. Le nord du pays fait face à un manque d'eau structurel et puise de plus en plus dans le Canal Albert, au point de mettre en péril la navigabilité de celui-ci pour les plus gros bateaux en temps de sécheresse⁵.

Les pistes pour faire face au défi du « stress hydrique » sont à notre portée : lutter globalement contre le changement climatique, bien entendu, mais aussi adapter notre agriculture en l'orientant vers l'agroécologie ou la permaculture, moins gourmande en eau et protectrice des sols ; préserver les forêts et cesser de bétonner de grandes surfaces industrielles ou commerciales, ce qui empêche l'eau de pluie d'atteindre les nappes phréatiques et provoque en outre des inondations ; manger des fruits et légumes bio, locaux et de saison, qui réclament moins d'eau et de produits chimiques ; réduire notre consommation de viande et de produits manufacturés, dont la plupart consomment, pour leur production, d'énormes quantités d'eau, etc.

Dans de nombreux pays du sud, la pluviosité habituelle est modifiée par le changement climatique : de longues sécheresses succèdent à des pluies violentes (typhons, ouragans) de plus en plus fréquentes et intenses : les Philippines, Madagascar ou Haïti en sont des exemples. Là, **ce sont les petits paysans** – qui constituent la majorité de la population – **qui sont les plus touchés** et voient leur sécurité alimentaire et leur principale source de revenus gravement mises en péril. Pour s'adapter à cette dégradation des conditions climatiques, Entraide et Fraternité et ses partenaires développent une stratégie commune : promouvoir l'agroécologie – sur le terrain et au niveau politique - et diversifier les sources de revenus (types de cultures, petit élevage, transformation des produits).

Industrie et agro-business, assoiffés de profit



Même quand l'eau est présente en abondance, son accès n'est pas garanti à tous. De l'autre côté de l'océan, le Brésil, durement touché par la pandémie (on y atteignait fin juillet 2020 le nombre de 90 000 personnes décédées), ne manque pas d'eau. **Le pays détient près de 20 % de la réserve d'eau de notre planète, avec l'Amazone au nord et, au centre, le Cerrado**, connu internationalement pour son double rôle de réserve et de distributeur d'eau. Pourtant, le Covid-19 a montré ou rappelé que les populations les plus pauvres et les plus isolées du pays – 35 millions de personnes⁶ - n'ont pas accès à l'eau.

Source : <https://www.pnas.org/content/106/48/20359>

³ https://www.rtf.be/info/societe/detail_quel-est-l-etat-de-nos-nappes-phreatiques?id=10396882

⁴ <https://www.levif.be/actualite/environnement/secheresse-situation-satisfaisante-en-wallonie-mais-la-vigilance-s-impose/article-news-1286541.html>

⁵ Source : Médor, n°18, mars 2020.

⁶ <https://www.journaldemontreal.com/2020/06/25/bresil-vers-une-privatisation-du-traitement-des-eaux>

À Rio et dans les grandes villes, le traitement de l'eau est particulièrement sous-consideré par les autorités. Ainsi, il n'est pas rare qu'au Brésil, en ouvrant le robinet, l'eau qui en coule soit totalement brune et souillée. Une eau « disponible » qui s'avère souvent dangereuse pour les populations. **Dans les zones plus arides du territoire, l'accès à l'eau est difficile et incertain**, entraînant des difficultés quotidiennes, tant pour l'usage domestique que pour celui lié à la culture de la terre.

L'eau privatisée, c'est mieux ?

C'est avec l'intention affichée d'améliorer la situation que le président brésilien, Jair Bolsonaro, a promulgué, en juin 2020, **une loi visant à privatiser les services de traitement des eaux**. Le texte prévoit que l'ensemble de la population devra bénéficier d'eau potable et du tout-à-l'égout d'ici à 2033. L'intention réelle du président est probablement davantage l'ouverture aux investissements étrangers dans un des derniers secteurs – le traitement des eaux – qui n'a pas encore été privatisé, afin de relancer l'économie⁷. De nombreuses expériences dans le monde ont montré que la privatisation du traitement de l'eau n'améliorait pas la situation pour les plus pauvres, bien au contraire⁸.

Mais **le retour à la gestion publique n'est pas facile** : en effet, les entreprises privées sont protégées par le système des tribunaux d'arbitrage, présent dans nombre d'accords de libre-échange, qui leur permet de réclamer aux pouvoirs publics des compensations pour le manque à gagner qu'implique par exemple pour eux la perte d'un marché qui retournerait dans le giron public⁹. Un exemple tout récent concerne le Chili, où le groupe français Suez menace l'État d'un recours à l'arbitrage international face à la volonté de la ville d'Osorno de se passer des services de la multinationale et de remunicipaliser le traitement de l'eau¹⁰.

Dans l'État de Goiás, où travaillent les partenaires d'Entraide et Fraternité, la situation est particulièrement alarmante. Beaucoup de paysans souffrent de ce manque d'eau ainsi que de sa pollution. Cette situation favorise l'émergence de nombreuses maladies et limite les capacités

⁷ <https://www.journaldemontreal.com/2020/06/25/bresil-vers-une-privatisation-du-traitement-des-eaux>

⁸ « La gestion privée de l'eau a conduit d'une manière constante à une augmentation des prix : Dans les années 90, l'ajustement structurel, imposé par les institutions monétaires internationales, s'est accompagné d'une augmentation très importante du coût de l'accès à l'eau (de 80 à 500% selon les cas). La privatisation entraîne un changement complet dans la structure des tarifs. Si le « prix de l'eau » indexé sur la consommation reste à peu près constant, l'essentiel du montant de la facture est justifié par des charges fixes et forfaitaires annuelles qui dans certains pays d'Amérique Latine ont été multipliés par 7. Par voie de conséquence l'eau potable et son service sont devenus une marchandise que seuls les plus riches peuvent s'offrir. L'intervention de fonds privés conduit à privilégier la clientèle solvable en abandonnant les secteurs non rentables à la débrouillardise des populations les plus pauvres qui se retrouvent encore plus exposées aux entreprises mafieuses. » <https://www.france-libertes.org/fr/service-public-de-leau-et-privatisation/>

⁹ Sur les tribunaux d'arbitrage, voir https://www.entraide.be/IMG/pdf/analyse_alternatives_arbitrage.pdf

¹⁰ Voir <https://multinationales.org/Remunicipalisation-de-l-eau-Suez-menace-le-Chili>

d'élevage et de culture. Dans cette région, la Commission pastorale de la Terre, partenaire d'Entraide et Fraternité, en plus de promouvoir l'agroécologie, participe à **la création et à la réhabilitation de sources d'eau**. Ce travail de réhabilitation des sources est devenu essentiel **pour contrer les effets néfastes du développement des grandes entreprises de l'agrobusiness** au Brésil et des *fazendeiros*, les grands propriétaires terriens. Ceux-ci détériorent, épuisent et polluent les terres et leurs ressources. Très souvent, la terre n'est plus productive après leur passage. À cause du déboisement massif des zones, les sources d'eau sont tarées et/ou polluées car la barrière naturelle de protection boisée qui les protégeait n'est plus. Pourtant, la loi impose de protéger les sources d'eau sur un rayon de 50 mètres. Mais, très souvent, cette loi n'est pas respectée, les *fazendeiros* déboisent chaque jour un peu plus pour augmenter leur surface de production.



L'or bleu est **trop souvent injustement accaparé par les multinationales et pollué par l'agrobusiness**. L'eau devient donc difficile d'accès pour les paysans qui vivent une situation de stress hydrique, encore accentuée par la crise sanitaire. Car sans eau, pas de possibilité de se laver les mains pour se protéger du virus. Sans eau, pas de possibilité d'arroser ses cultures et de nourrir sa famille.

Si le Cerrado demeure le cœur d'apport en eau pour la majorité du pays et de ses habitants, il est également la mine d'or bleu pour les multinationales de l'industrie qui pompent largement ses réserves, en plus d'en accaparer et d'en abîmer les terres. **Au Brésil, l'agrobusiness bat son plein**. Fortement encouragées et même protégées par le gouvernement au détriment des petits paysans, les grandes entreprises de l'agroalimentaire – soja, élevage de bétail - viennent souiller les terres et polluer les cours d'eau brésiliens. **L'eau** peut aussi apporter la mort plutôt que la vie, quand elle est **polluée à l'arsenic par les mines d'or**, comme à Kinross, la plus grande mine aurifère à ciel ouvert du monde. À 230 kilomètres de la capitale brésilienne, les 84 000 habitants de Paracatu sont contaminés par les métaux lourds stockés dans les barrages¹¹.

En ce qui concerne **l'accaparement des ressources hydriques**, Coca-Cola et Nestlé sont des exemples célèbres : au Brésil, le roi du soda, puisant allègrement dans la nappe phréatique sur laquelle il a installé une immense usine, assèche les sources dans les montagnes proches de la ville de Belo Horizonte, dans l'État du Minas Gerais. Or, ces sources approvisionnaient non seulement les villages proches, qui se retrouvent sans eau, mais aussi le fleuve Parnaíba, l'un des fleuves qui irrigue la zone métropolitaine de Belo Horizonte. Sur décision de justice, les villageois reçoivent désormais leur eau par camions citernes, et cette situation a évidemment complètement bouleversé leur vie¹². Dans le même État, on se souvient aussi de la lutte menée par les militants locaux, soutenus par la Commission épiscopale de la terre et des mouvements

¹¹ <https://www.la-croix.com/Culture/TV-Radio/Au-Bresil-sante-minee-2017-04-12-1200838948>

¹² <https://www.arte.tv/fr/videos/084127-000-A/bresil-coca-cola-asseche-belo-horizonte/>

citoyens européens comme ATTAC Neuchâtel (Suisse), contre l'accaparement et l'assèchement par Nestlé d'une source thermale à Saõ Lourenço¹³.

La grande soif de Nestlé concerne aussi l'Europe, et en particulier les Vosges, grand réservoir d'eau proche de la mère patrie de la célèbre marque suisse. À Vittel et Contrexéville (marques rachetée par Nestlé), des forages se font sans autorisation au cœur de la ville¹⁴. La multinationale menace d'épuisement, avec l'assentiment de la Commission locale de l'eau – donc des autorités -, une nappe phréatique profonde, au mépris du code français de l'environnement qui stipule que la priorité doit être accordée « à la salubrité publique et [à] l'alimentation en eau potable »¹⁵. Des associations de la région ont récemment déposé plainte contre Nestlé Waters qui exploite sans autorisation 9 forages à Vittel et Contrexéville, au risque d'épuiser les réserves d'eau souterraines¹⁶.

Droits humains : vers un traité contraignant pour les entreprises ?

Remis en lumière par la crise sanitaire mondiale, le droit d'accéder à une eau saine, aujourd'hui et demain, chez nous et ailleurs, est un enjeu de justice sociale d'une importance cruciale. Bien commun de l'humanité, l'eau ne peut être laissée aux mains des industriels. Les pouvoirs politiques ont le devoir de garantir l'accès à l'eau à tout être humain. C'est d'ailleurs le 6^e objectif de développement durable fixé par l'ONU pour 2030¹⁷. Cette analyse montre qu'atteindre cet objectif passe par une lutte radicale contre le changement climatique, mais aussi par **une contrainte imposée aux multinationales : celle de respecter les droits humains** – qui comprennent la protection de la nature et de ses ressources. Depuis plusieurs années, Entraide et Fraternité, avec d'autres ONG belges et internationales, se bat pour qu'un traité de l'ONU fasse de ce respect des droits une obligation sujette à sanction et pas uniquement un vague engagement pris, souvent sans suite, par les entreprises ou les États¹⁸. Ce traité est en cours de négociation depuis 2014, lors de rencontres annuelles. Vu la longueur du processus, il semble bien qu'il soit plus facile de forcer les États à respecter les lois du commerce¹⁹ que de contraindre les entreprises à respecter les droits humains...

¹³ Voir notamment <http://wcc-coe.org/wcc/what/jpc/nestlebrazil.html>

¹⁴ https://www.francetvinfo.fr/economie/industrie/video-quand-nestle-waters-puise-l-eau-des-vosges-avant-d-en-avoir-l-autorisation_3949981.html

¹⁵ <https://francais.rt.com/france/52349-vosgiens-se-battent-contre-nestle-accusent-piller-eau>

¹⁶ Voir <https://www.fne.asso.fr/communiqués/vosges-plainte-contre-nestl%C3%A9-waters-qui-exploite-ill%C3%A9galement-9-forages-deau>

¹⁷ ¹⁷ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/water-and-sanitation/>

¹⁸ Voir les analyses <https://www.entraide.be/Entreprises-et-respect-des-droits-de-l-Homme-Du-volontaire-au-contraignant> et <https://www.entraide.be/le-traite-contraignant-de-l-onu-un-outil-au-service-de-la-souverainete>

¹⁹ Les traités de libre-échange (TTIP, CETA, UE-Mercosur...) sont tous contraignants, avec des sanctions à la clé pour les États en cas de non-respect des clauses commerciales prévues par l'accord. Voir <https://www.entraide.be/arbitrage>